

Canada – Europe
Parliamentary Association



Association parlementaire
Canada – Europe

Rapport de l'Association parlementaire Canada-Europe

**Quatrième partie de la session ordinaire de 2023 de
l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)**

Strasbourg (France) et mission à Berlin (Allemagne)

7 au 19 octobre, 2023

Rapport

Du 7 au 19 octobre 2023, une délégation de six membres de l'Association parlementaire Canada-Europe (CAEU) s'est rendue à Strasbourg, en France, pour participer à la quatrième partie de la Session ordinaire de 2023 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). Par la suite, la délégation s'est rendue en Allemagne dans le cadre d'une mission parlementaire.

Les membres de la délégation étaient : Francesco Sorbara, député et président de la CAEU; l'honorable David Wells, sénateur et vice-président de la CAEU; l'honorable Percy Downe, sénateur; l'honorable Lucie Moncion, sénatrice; Stéphane Bergeron, député; et Lianne Rood, députée (pour la mission à l'APCE, du 9 au 12 octobre). La délégation était accompagnée de Jessica Kulka, secrétaire de la CAEU et de Maxime-Olivier Thibodeau, conseiller de la CAEU.

APERÇU DE L'ORDRE DU JOUR A L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Du 9 au 13 octobre, la délégation a participé à la quatrième partie de la Session de l'APCE. Nicholas Brousseau, l'observateur permanent du Canada auprès du Conseil de l'Europe, n'a pu se joindre à la délégation comme prévu. Juan David Roldan, deuxième secrétaire (politique) de la mission du Canada auprès de l'Union européenne (UE), l'a remplacé au pied levé et a accompagné la délégation du 9 au 11 octobre.

A. De nombreux sujets ont fait l'objet de débats au sein de l'Assemblée et de ses comités, notamment :

- Rapport d'activité du Bureau et de la Commission permanente;
- Observation des élections législatives anticipées au Monténégro (11 juin 2023);
- Débat d'actualité : La situation dans le nord du Kosovo à la suite de l'attaque récente et la nécessité d'une désescalade;
- L'idéologie d'extrême droite : un défi pour la démocratie et les droits humains en Europe;
- Le respect par la France des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe;
- Débat d'actualité : Escalade de la violence au Proche-Orient suite à l'attaque récente du Hamas contre Israël;
- Le logiciel espion Pegasus et autres types de logiciels similaires et la surveillance secrète opérée par l'État;
- La prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes en situation de handicap;
- Débat conjoint selon la procédure d'urgence : Le rôle du Conseil de l'Europe dans la prévention des conflits, le rétablissement de la crédibilité des institutions internationales et la promotion de la paix dans le monde; et Garantir une paix juste en Ukraine et une sécurité durable en Europe;
- Débat selon la procédure d'urgence : Situation humanitaire dans le Haut-Karabakh;
- Débat selon la procédure d'urgence : Appel à la libération immédiate d'Osman Kavala;

- Examen de la légitimité et de la légalité de la dérogation ad hominem à la limitation des mandats en faveur du Président en exercice de la Fédération de Russie;
- Débat conjoint : Prévenir les comportements addictifs chez l'enfant; et La santé mentale et le bien-être des enfants et des jeunes adultes;
- La crise humanitaire émergente pour l'Afghanistan et les réfugiés afghans.

L'Assemblée a également entendu les orateurs suivants :

- Marija Pejčinović Burić, secrétaire générale du Conseil de l'Europe;
- Krišjānis Kariņš, ministre des Affaires étrangères de la Lettonie et Président du Comité des Ministres;
- Didier Reynders, Commissaire européen à la Justice.

Enfin, l'Assemblée a remis le 11e Prix des Droits de l'Homme Václav Havel – qui récompense des actions exceptionnelles de la société civile en faveur des droits humains – à Osman Kavala, défenseur turc des droits humains, philanthrope et activiste de la société civile, qui purge actuellement une peine de prison à perpétuité en Türkiye malgré un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme qui a exigé sa libération immédiate en 2019.

B. Activités de la délégation canadienne pendant la Session

1. Aperçu

Les membres de la délégation canadienne ont participé activement aux travaux de l'APCE en plus de tenir des rencontres bilatérales avec les membres de 12 autres délégations.

C. Rencontres bilatérales

Le lundi 9 octobre 2023

1. Rencontre avec la délégation de la France à l'APCE

La délégation canadienne a rencontré des délégués français. Les délégués ont discuté notamment de la guerre d'agression de la Russie en Ukraine, des attaques récentes du Hamas en Israël et des élections en Slovaquie, remportées récemment par un parti pro russe qui a promis la fin de l'aide de son pays à l'Ukraine. Ils ont également discuté de la situation dans le Haut-Karabakh, où environ 100 000 Arméniens de souche se sont déplacés vers l'Arménie en seulement quelques jours, à la suite d'une opération militaire menée par l'Azerbaïdjan pour acquérir le contrôle de la région. Les délégués français ont expliqué la position de la France, qui consiste à fournir des armes à l'Arménie pour l'aider à défendre son intégrité territoriale.

2. Rencontre avec la délégation de l'Arménie à l'APCE

La délégation canadienne a rencontré des délégués de l'Arménie. Les discussions ont porté sur l'intervention militaire de l'Azerbaïdjan le mois dernier pour prendre le contrôle du Haut-Karabakh. Les délégués arméniens ont rappelé qu'ils avaient averti le monde des intentions de l'Azerbaïdjan et du risque de nettoyage ethnique.

Interrogés sur la voie à suivre, les délégués arméniens ont exprimé l'espoir que des pressions soient exercées sur le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev pour l'amener à la table des négociations avec le président arménien Nikol Pachinian, sous la médiation du président du Conseil européen Charles Michel, plus tard au mois d'octobre 2023 à Bruxelles. Ils ont également évoqué la possibilité de demander au Conseil de l'Europe d'expulser l'Azerbaïdjan sur la base de violence ethnique.

3. Rencontre avec la délégation de la Roumanie à l'APCE

La délégation canadienne a rencontré des délégués roumains. Entre autres sujets, les délégués ont discuté de l'importance de la coopération nucléaire, en général, et plus particulièrement de l'annonce faite par les ministres canadien et roumain de l'énergie concernant un investissement canadien de trois milliards de dollars en financement à l'exportation disponible pour Nuclearelectrica S.A., ou SNN, l'opérateur national de la centrale nucléaire de Cernavoda en Roumanie. Selon les délégués roumains, l'ajout de deux réacteurs nucléaires aiderait la Roumanie à devenir une plaque tournante de l'énergie dans la région et renforcerait la sécurité énergétique dans la région. Ils ont souligné la diversité des sources d'énergie utilisées en Roumanie et leur volonté de développer des sources d'énergie verte, comme l'éolien et le solaire, en plus du nucléaire.

Les délégués roumains ont également souligné l'importance des efforts déployés par la Roumanie pour donner la priorité aux céréales ukrainiennes – efforts qui ne sont pas reconnus à leur juste valeur, selon eux – et la situation difficile qui en découle pour les agriculteurs roumains.

D. Le mardi 10 octobre 2023

1. Rencontre avec un représentant des forces démocratiques de l'opposition du Bélarus

La délégation canadienne a rencontré Alexander Shlyk, conseiller en matière électorale de la leader des forces démocratiques de l'opposition du Bélarus en exil, Sviatlana Tsikhanouskaya. Les discussions ont porté sur la décision du Comité des ministres du Conseil de l'Europe de tenir des échanges réguliers avec M^{me} Tsikhanouskaya et d'autres représentants des forces démocratiques de l'opposition du Bélarus en septembre 2022 et de créer un « groupe de contact » au sein du Conseil de l'Europe, en coopération avec des représentants des forces démocratiques et de la société civile du Bélarus. M. Shlyk a expliqué la nature de son travail pour les forces démocratiques de l'opposition du Bélarus en exil et le contexte unique dans lequel il s'inscrit.

Il a expliqué qu'il travaillait à préparer des élections qui se tiendraient – entièrement en ligne – en février 2024 pour élire un parlement du Bélarus parallèle. Il a noté que ce projet découle notamment du fait que la cour suprême du Bélarus a dépossédé tous les partis politiques de leur existence juridique, sauf ceux qui soutiennent ouvertement Alexandre Loukachenko, le président actuel.

2. Rencontre avec la délégation de l'Azerbaïdjan à l'APCE

La délégation canadienne a rencontré des délégués de l'Azerbaïdjan. Les discussions ont porté sur l'intervention militaire de l'Azerbaïdjan le mois dernier pour prendre le contrôle du Haut Karabakh. Selon les délégués azerbaïdjanais, ni nettoyage ethnique ni

génocide n'ont cours en Azerbaïdjan. Ils ont déclaré que les Arméniens de souche qui ont fui le Haut-Karabakh pour s'installer en Arménie auraient pu rester et auraient conservé tous les droits des résidents de l'Azerbaïdjan s'ils l'avaient fait. Selon eux, les Arméniens de souche ont fui le Haut Karabakh parce que les dirigeants arméniens séparatistes les ont convaincus qu'ils seraient tués s'ils y restaient. Les délégués de l'Azerbaïdjan ont rappelé que des négociations trilatérales à Bruxelles, sous les auspices du président du Conseil européen, étaient prévues à la fin du mois d'octobre 2023.

3. Rencontre avec la délégation de la Suède à l'APCE

La délégation canadienne a rencontré des délégués de la Suède. Les délégués ont notamment discuté des obstacles à l'adhésion de la Suède à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), en particulier de la nécessité pour la Hongrie et la Türkiye de ratifier cette adhésion potentielle. Les délégués ont discuté du soutien de la Suède qui ne s'essouffle pas envers l'Ukraine dans la guerre d'agression de la Russie – parce que les Suédois estiment qu'ils pourraient être les prochains – et de l'émergence d'autres problèmes en Europe, dont les récentes élections en Slovaquie pourraient être un signe. Les délégués ont également soulevé les questions de l'immigration, de la désinformation et de l'accroissement de la polarisation politique et ont discuté du rôle que ces questions pourraient jouer lors des prochaines élections du Parlement européen, prévues en juin 2024.

4. Rencontre avec un délégué de la République de Moldova à l'APCE

La délégation canadienne a rencontré un délégué de la République de Moldova, Mihail Popsoi. Dans le contexte des élections locales moldaves prévues en novembre 2023, les discussions ont surtout porté sur la question de l'ingérence russe. M. Popsoi a expliqué comment des passeurs d'argent font entrer de l'argent russe en République de Moldova via la Türkiye et l'Arménie dans le but de corrompre les électeurs. Il a également expliqué le contexte dans lequel s'inscrit l'interdiction du parti Shor – qualifié de « parti d'opposition pro-russe officiel en Moldova » par les autorités russes – au sein du parlement moldave.

La situation dans la région de la Transnistrie a également été abordée. Selon M. Popsoi, l'indépendance relative de cette région tire à sa fin. Des lignes de raccordement – dont la construction est financée par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – pour obtenir de l'énergie en provenance de la Roumanie devraient être terminées d'ici deux ans. À compter de ce moment, la République de Moldova entend commencer à percevoir des impôts en Transnistrie. Cela devrait se faire sans que la Russie – qui a une présence militaire dans la région – n'intervienne, selon M. Popsoi. Il a également noté que les négociations concernant l'accession de la République de Moldova à l'UE devraient commencer en 2024.

5. Rencontre avec la chef de la délégation de l'Assemblée du Kosovo à l'APCE

Le chef de la délégation canadienne, M. Sorbara, a rencontré la chef de la délégation de l'Assemblée du Kosovo, Saranda Bogujevci. M^{me} Bogujevci a souligné l'importance pour elle du [discours de M. Sorbara](#) lors du débat d'actualité ayant pour thème « La situation dans le nord du Kosovo à la suite de l'attaque récente et la nécessité d'une désescalade », ainsi que du rôle du Canada en matière de maintien de la paix. Les discussions ont également porté sur l'importance de la présence de la Force pour le Kosovo de l'OTAN

– mieux connue en tant que KFOR – dans le nord du Kosovo et sur la nécessité de contrer les efforts de déstabilisation dans la région.

E. Le mercredi 11 octobre 2023

1. Rencontre avec le chef de la délégation de la Pologne à l'APCE

La délégation canadienne a rencontré le chef de la délégation polonaise, Arkadiusz Mularczyk. Les discussions ont porté sur le contenu d'un débat qui pourrait se tenir à l'APCE en janvier 2024 et qui serait intitulé « Processus de réparation et de réconciliation pour surmonter les conflits passés et construire un avenir commun de paix : la question des mesures réparatoires justes et équitables ». M. Mularczyk a expliqué la demande de la Pologne, qui consiste à ce que l'Allemagne paie pour les dommages subis pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a également évoqué la position de la Pologne concernant la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine et la demande de consultations de l'Ukraine – qui est la première étape pour déposer un différend – auprès de l'Organisation mondiale du commerce avec la Pologne, qui a interdit l'importation de céréales ukrainiennes.

3. Rencontre avec la délégation de la Türkiye à l'APCE

La délégation canadienne a rencontré des délégués de la Türkiye. Les discussions ont surtout porté sur la guerre d'agression de la Russie en Ukraine. Les délégués turcs ont fait valoir que la Türkiye souhaitait jouer un rôle de médiateur dans le conflit et qu'elle essayait d'aider à la distribution des céréales ukrainiennes. Les délégués ont également discuté du rôle de la Türkiye dans d'autres questions d'actualité, comme la situation en Israël à la suite des attaques du Hamas, la situation dans le Haut-Karabakh et l'adhésion de la Suède à l'OTAN.

F. Le jeudi 12 octobre 2023

1. Rencontre avec la délégation du Royaume-Uni à l'APCE

La délégation canadienne a tenu sa réunion habituelle avec des délégués du Royaume-Uni. Les délégués ont discuté notamment d'un éventuel accord de libre-échange entre le Canada et le Royaume-Uni, de la non-indexation des prestations versées aux retraités britanniques vivant au Canada et aux retraités d'un autre pays vivant au Royaume-Uni, de l'inflation, du coût de la vie, du manque de logements, de la migration, du changement climatique, ainsi que des récentes attaques du Hamas en Israël.

G. Le vendredi 13 octobre 2023

1. Rencontre avec la délégation de l'Ukraine à l'APCE

La délégation canadienne a rencontré des délégués de l'Ukraine. Les discussions ont logiquement porté sur la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine. Les délégués ukrainiens se sont notamment prononcés sur le degré de reconnaissance internationale de l'Holodomor, la « Grande famine » du XXe siècle en Ukraine. Ils ont fait le point sur la guerre en Ukraine, soulignant la nécessité d'améliorer l'état de l'équipement militaire ukrainien, particulièrement en ce qui concerne la défense aérienne, l'artillerie et les drones. Les délégués ukrainiens ont expliqué comment les événements actuels, tels que les attaques du Hamas en Israël et la situation dans le Haut-Karabakh, détournent

l'attention de la guerre en Ukraine, ce qui joue en faveur de la Russie. Les questions de la corruption en Ukraine et de son système judiciaire ont également été abordées.

2. Interventions des délégués canadiens dans les débats de l'APCE

L'ensemble des délégués a participé aux débats de l'APCE. Six interventions ont été faites pendant les débats, et 11 discours écrits ont été ajoutés aux comptes rendus de la Session¹. Tous ces discours peuvent être consultés sur le site Web de l'APCE².

H. Le lundi 9 octobre 2023

[M. Sorbara](#) a pris la parole dans le cadre du débat d'actualité ayant pour thème « La situation dans le nord du Kosovo à la suite de l'attaque récente et la nécessité d'une désescalade ».

I. Le mardi 10 octobre 2023

[M. Bergeron](#) a pris la parole dans le cadre du débat ayant pour thème « L'idéologie d'extrême droite: un défi pour la démocratie et les droits humains en Europe », tandis que [le sénateur Wells](#) a soumis un discours par écrit.

J. Le mercredi 11 octobre 2023

[M. Sorbara](#) et le [sénateur Wells](#) ont soumis des discours par écrit dans le cadre du débat d'actualité ayant pour thème « Escalade de la violence au Proche-Orient suite à l'attaque récente du Hamas contre Israël ».

[M. Bergeron](#) a pris la parole dans le cadre du débat ayant pour thème « Le logiciel espion Pegasus et autres types de logiciels similaires et la surveillance secrète opérée par l'État », tandis que les sénateurs [Wells](#) et [Downe](#) ont soumis des discours par écrit.

La [sénatrice Moncion](#) a pris la parole dans le cadre du débat ayant pour thème « La prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes en situation de handicap », tandis que [M^{me} Rood](#) a soumis un discours par écrit.

K. Le jeudi 12 octobre 2023

[Le sénateur Wells](#) a pris la parole dans le cadre du débat conjoint selon la procédure d'urgence ayant pour thèmes « Le rôle du Conseil de l'Europe dans la prévention des conflits, le rétablissement de la crédibilité des institutions internationales et la promotion de la paix dans le monde » et « Garantir une paix juste en Ukraine et une sécurité durable en Europe ».

[M. Bergeron](#) et [M. Sorbara](#) ont soumis des discours par écrit dans le cadre du débat selon la procédure d'urgence ayant pour thème « Situation humanitaire dans le Haut-Karabakh ».

L. Le vendredi 13 octobre 2023

¹ Lorsque les membres ne sont pas en mesure de prononcer leur discours par manque de temps, les règles de procédure de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe permettent de soumettre les discours par écrit et de les inclure dans les comptes rendus des débats. Voir Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, [Règlement de l'Assemblée \(janvier 2023\)](#), article 31.2.

² Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, « [Session d'automne 2023](#) », Listes des comptes rendus des débats.

[M. Bergeron](#) a pris la parole dans le cadre du débat ayant pour thème « Examen de la légitimité et de la légalité de la dérogation ad hominem à la limitation des mandats en faveur du Président en exercice de la Fédération de Russie », tandis que le [le sénateur Downe](#) a soumis un discours par écrit.

Lors de ses remarques prononcées à la fin de ce débat, le président de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'APCE, [Damien Cottier](#), a fait référence au discours de [M. Bergeron](#).

[La sénatrice Moncion](#) a soumis un discours par écrit dans le cadre du débat conjoint ayant pour thèmes « Prévenir les comportements addictifs chez l'enfant » et « La santé mentale et le bien-être des enfants et des jeunes adultes ».

[M. Sorbara](#) a soumis un discours par écrit dans le cadre du débat ayant pour thème « La crise humanitaire émergente pour l'Afghanistan et les réfugiés afghans ».

1. Mission parlementaire en Allemagne

Après sa participation à l'APCE, la délégation (Francesco Sorbara, député et président de la CAEU; l'honorable David Wells, sénateur et vice-président de la CAEU; l'honorable Percy Downe, sénateur; l'honorable Lucie Moncion, sénatrice; Stéphane Bergeron, député) a poursuivi sa mission parlementaire à Berlin, en Allemagne, du 14 au 18 octobre. M. Sorbara ayant dû rentrer au Canada avant la fin de la mission, le sénateur Wells a dirigé la délégation les 17 et 18 octobre. La délégation était en Allemagne pour mieux comprendre le rôle du pays au sein de l'Union européenne et ses actions en réponse à la guerre d'agression de la Russie en Ukraine. Avec cet objectif en tête, les délégués ont rencontré des députés européens, des représentants de fondations politiques et des experts de la politique énergétique et de sécurité de l'Allemagne.

Certains membres de l'ambassade du Canada en Allemagne ont participé à ces rencontres ou ont accompagné la délégation lors de celles-ci : Isabelle Poupert, chargée d'affaires, Evelyne Coulombe, cheffe de mission adjointe, Gregory Lemermeyer, conseiller (affaires politiques) et chef de la section des relations générales, Farrah Musani, conseillère (politique étrangère), Erin Koenig, conseillère (économique), Florian Zschalich, agent des affaires politiques, Heike Echterhoelter, agente des affaires politiques et Martin Menden, analyste (politiques économiques et climat).

M. Le lundi 16 octobre 2023

1. Représentants des fondations politiques

La délégation canadienne a rencontré des experts de l'Amérique du Nord et de la politique allemande issus des fondations politiques Konrad Adenauer (Jonathan Nowak et Fabian Blumberg), Friedrich Ebert (Matthias Jobelius), Friedrich Naumann (Martin Biesel et Sascha Tamm) et Heinrich Boell (Bastian Hermisson). Les discussions ont porté notamment sur la guerre d'agression de la Russie en Ukraine, la sécurité énergétique, la réduction des émissions de carbone, la nouvelle approche de l'Allemagne en matière de relations internationales, la montée de l'extrême-droite dans l'UE et en Allemagne, la désinformation et l'ingérence étrangère. La ratification récente de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'UE (AECG) par l'Allemagne a également été abordée.

2. Membres de la Commission des affaires de l'Union européenne du Bundestag allemand

La délégation canadienne a rencontré deux membres de la Commission des affaires de l'Union européenne du Bundestag allemand : Markus Töns, du SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne) – le vice-président de la Commission – et Tobias Bacherle, du Parti vert. Les délégués ont notamment discuté du gouvernement de coalition au pouvoir en Allemagne, de sa récente ratification de l'AECG, de la migration dans l'UE et en Allemagne, de l'élargissement de l'UE et des conséquences du Brexit pour l'UE et l'Allemagne. Ils ont également abordé la désinformation et l'ingérence étrangère, la montée de l'extrémisme, la guerre en Ukraine et les résultats des élections qui venaient tout juste d'avoir lieu en Pologne.

3. Experts sur la politique énergétique de l'Allemagne

La délégation canadienne a participé à une table-ronde avec des experts sur la politique énergétique de l'Allemagne. Les participants étaient Lisa Badum, députée de l'Alliance 90/Les Verts; Felix Christian Matthes, de l'Öko-Institut e.V.; et Carsten Rolle, de la Fédération des industries allemandes. Les discussions ont porté notamment sur la sécurité énergétique, l'affranchissement de l'Allemagne par rapport aux sources d'énergie russe, la diversification des sources d'énergie, les engagements en matière de réduction des émissions de carbone de l'Allemagne et du Canada, ainsi que sur les investissements des deux pays dans les technologies vertes.

4. Isabelle Poupart, chargée d'affaires à l'ambassade du Canada à Berlin

La délégation canadienne a rencontré Isabelle Poupart, chargée d'affaires à l'ambassade du Canada à Berlin. Mme Poupart a fait un survol des enjeux de l'heure en Allemagne qui concernent particulièrement le Canada : la guerre d'agression de la Russie en Ukraine, le changement de paradigme annoncé par le chancelier Scholz (Zeitenwende), la dépendance énergétique de l'Allemagne envers la Russie, la diversification des sources d'énergie, particulièrement l'hydrogène, ainsi que la question de la migration.

5. Geneviève Rolland, déléguée générale du Québec à Munich

M. Bergeron a rencontré Geneviève Rolland, déléguée générale du Québec à Munich, dans les bureaux de l'antenne de la Délégation générale du Québec qui se trouve à Berlin. Mme Rolland a participé à la rencontre virtuellement, de Munich, alors que ses collaborateurs, Nicole Koufou et Manuel Feifel, ont participé à la rencontre en personne. Mme Rolland a expliqué la collaboration entre le Québec et la Bavière ainsi que le travail qu'elle accomplit pour assurer la promotion et le rayonnement du Québec dans ses relations avec l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse sur les plans politique et institutionnel, culturel, éducatif, scientifique, technologique et économique. Elle a également expliqué comment l'action de la Délégation générale se décline en trois formes de diplomatie : économique, scientifique et identitaire.

N. Le mardi 17 octobre 2023

1. Représentant du Centre d'accueil des réfugiés ukrainiens

La délégation canadienne a effectué une visite guidée du Centre d'accueil des réfugiés ukrainiens (Ukraine Ankunftszentrum) situé dans l'ancien aéroport de Berlin Tegel.

Sascha Langenbach, porte-parole de l'Office d'État pour les réfugiés de Berlin (LAF), a fait visiter les lieux à la délégation et a expliqué les différents services offerts aux 5 000 – qui seront bientôt 7 000 – réfugiés qui y vivent, ainsi que le contexte dans lequel le Centre effectue son travail.

2. Représentant du Bundesrat allemand

La délégation canadienne a rencontré Claus Dieter Koggel, chef de la direction générale parlementaire au Bundesrat allemand. M. Koggel a expliqué la composition et le fonctionnement de la Chambre haute du parlement allemand, ainsi que le processus législatif, en plus de répondre aux questions des délégués. La délégation a ensuite fait une visite guidée du Bundesrat.

3. Experts sur la politique de l'Allemagne envers l'Ukraine

La délégation canadienne a participé à une table-ronde avec des experts sur la politique de l'Allemagne envers l'Ukraine. Les participants étaient Laura Christoph, de l'Institute for European Policy et Rafael Loss, du European Council on Foreign Relations (ECFR). Les discussions ont porté sur la guerre d'agression de la Russie en Ukraine, la durée du conflit et ses répercussions, le problème de la corruption en Ukraine, l'infrastructure énergétique ukrainienne, l'élargissement de l'UE, ainsi que sur le différend entre l'Ukraine et la Pologne portant sur les céréales ukrainiennes.

O. Le mercredi 18 octobre 2023

1. Représentants du European Council on Foreign Relations

La délégation canadienne a rencontré des représentants du ECFR, un groupe de réflexion international qui mène des recherches indépendantes sur la politique étrangère et la politique en matière de sécurité européenne. Les participants étaient Theodore Murphy, directeur du programme sur l'Afrique, et Manisha Reuter, gestionnaire de programme pour l'Asie. Les discussions ont notamment porté sur la guerre d'agression de la Russie en Ukraine, l'ingérence de l'Inde et de la Chine et la nouvelle réalité géopolitique à laquelle l'UE, l'Allemagne et le Canada sont confrontés.

2. Christoph Heusgen, Président de la Munich Security Conference

Enfin, la délégation canadienne a rencontré Christoph Heusgen, le président de la Munich Security Conference. Les discussions ont porté sur les résultats des élections qui venaient d'avoir lieu en Pologne et leur signification pour l'UE et l'Allemagne, la montée de l'extrême-droite dans l'UE et en Allemagne, la question de la migration et la guerre d'agression de la Russie en Ukraine. Les discussions ont également porté sur les prochaines élections présidentielles aux États-Unis, le conflit entre le Hamas et Israël, la façon dont les nombreux conflits en cours bénéficient à la Russie, ainsi que l'ingérence de l'Inde et de la Chine.

Respectfully submitted,

Francesco Sorbara, député

Président, Association parlementaire Canada-Europe

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Association parlementaire Canada-Europe
ACTIVITÉ	Quatrième partie de la Session ordinaire de 2023 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) et mission parlementaire en Allemagne
DESTINATION	Strasbourg, France et Berlin, Allemagne
DATES	Du 9 au 18 octobre 2023
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Lucie Moncion L'hon David Wells L'hon Percy Downe
CHAMBRE DES COMMUNES	Stéphane Bergeron Francesco Sorbara Lianne Rood
PERSONNEL	Jessica Kulka Maxime-Olivier Thibodeau
TRANSPORT	54,470.61\$
HÉBERGEMENT	22,818.17\$
HOSPITALITÉ	2,703.85\$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	16,146.90\$
CADEAUX OFFICIELS	413.92\$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	0.00\$
TOTAL	96,553.45\$